

Compte-rendu des débats tenus à la Mairie de Paris

**lors de la journée mondiale de lutte contre la
misère**

mardi 17 octobre 2006

Emmanuel Hirsh

Je me présente je suis EH, je dirige l'Espace Ethique de l'Assistance publique Hôpitaux de Paris. On m'a confié l'animation de cette matinée, je suis très content de vous rencontrer et j'ai lu déjà avec beaucoup d'attention certains témoignages qui vont être repris au cours de cette matinée. Ils sont d'un très haut niveau et j'ai le sentiment que nos représentants de la cité vont être impressionnés par tout ce qui s'est dit, pensé dans ces associations. Votre parole est forte, elle est importante pour chacun d'entre nous.

Nous allons procéder par une courte introduction de celles et ceux qui nous ont permis d'organiser cette rencontre dans un lieu prestigieux à la mairie de Paris. C'est déjà un symbole de citoyenneté de se retrouver sous les lambris. Puis il y aura vos témoignages, et vous avez travaillé dans vos associations avec beaucoup de rigueur. Le travail est assez exceptionnel. Et puis nos élus vont réagir avec spontanéité à des questions que vous allez leur poser. Vos questions sont quelque fois assez impertinentes et nos élus feront face et nous ferons des propositions concrètes.

Enfin, dans un dernier temps, il y aura des propositions concrètes pour le devenir de cette réflexion citoyenne.

Le thème, c'est la citoyenneté à l'épreuve de l'exclusion. Je pense qu'il faut savoir se confronter dans notre société aux questions qui font mal. Souvent on considère que l'exclusion c'est la marginalité. Et on sait à quel point notre société s'invente à ses marges.

Je donne de suite la parole à Mylène Stambouli.

Mylène Stambouli

Bonjour à tous et bienvenue à l'Hôtel de Ville de Paris. La journée du refus de la misère c'est une journée de témoignages, d'échanges, de prises de paroles. Nous avons souhaité que l'Hôtel de Ville soit le lieu de ces témoignages. C'est une journée aussi de lutte pour les droits fondamentaux de tous. Cette journée va nous permettre d'avoir ce matin ce temps de débats. Et à midi trente, un temps de rassemblement place des Innocents préparé également par les associations. Cet après-midi, dans certaines mairies, il y aura des débats, des rassemblements, je pense au 19^e arrondissement, au 13^e mais aussi à d'autres qui ont souhaité organiser des moments d'échanges avec les associations présentes. Et puis ce soir, un temps militant contre la surpopulation carcérale. Et je dois dire que c'est une fierté de mettre dans cette journée du 17 octobre un moment de réflexion sur une fraction de cette population très exclue que sont les détenus. Nous aurons une réflexion avec le collectif « Trop c'est trop », pelouse de Reuilly à 20 heures. Depuis deux ans maintenant, la mairie accueille pour cette journée du 17 octobre ce débat et aide de façon technique les différents événements qui se déroulent pendant la journée.

Je voudrais que cette journée de lutte pour les besoins fondamentaux soit celle d'un toit pour tous, un revenu décent, la santé pour tous. Nous vivons dans une ville où il y a beaucoup de misère. Malgré la richesse de ce pays, il y a toujours beaucoup de difficultés. Et cette journée j'espère pourra contribuer à ce combat.

Emmanuel Hirsch

Quand on a une mission de solidarité dans la cité, on est au cœur des problèmes politiques et vous nous avez introduit aux questions d'aujourd'hui.

Gisèle Stievenard

Bonjour à tous, Je suis heureuse de vous accueillir une fois encore à l'Hôtel de ville. Nous avons déjà eu l'occasion d'entendre la parole des personnes qui vivent des situations difficiles. Le 10 juin dernier, au Conseil de Paris, le Secours Catholique avait pris une initiative avec beaucoup d'acteurs pour faire que la parole des personnes en situation de précarité soit davantage entendue. C'est une nécessité mais c'est quelque chose d'assez nouveau mais qui tombe à point nommé.

Vous parliez tout à l'heure des marges. Je crois que nous ne sommes pas dans les marges du tout. La pauvreté, la misère, sont au cœur de la société. Il faut que l'ensemble des citoyens et des décideurs s'emparent de ces questions pour travailler plus au fond les solutions. Il y a eu des lois qui ont été faites qui ont apporté des choses, je pense à la loi de lutte contre les exclusions de 1998. Je pense à la loi de 2002 qui prévoit d'associer les usagers, notamment ceux qui fréquentent les accueils de jours ou les centres d'hébergement de nuit.

On voit bien qu'il faudrait pouvoir repenser totalement la façon de travailler parce qu'on est dans l'urgence chronique. Et quand on est dans l'urgence chronique, ce n'est plus de l'urgence. C'est une situation durablement installée au cœur de la République. On voit bien que les réponses jusqu'ici sont insuffisantes.

On a devant nous des échéances. L'échéance présidentielle, les élections législatives. Ce sont des occasions en or pour interpeller les citoyens parce que ce sont eux qui voteront. Et bien sûr ceux qui ont des propositions à leur faire, les candidats pour voir comment on peut être plus intelligent tous ensemble, comment on peut donner une traduction concrète à la notion du vivre ensemble. Comment on peut faire que la société marche sur ses deux pieds et pas comme aujourd'hui où il y a des écarts de richesse qui sont insupportables mais durablement installés. Avec Bertrand Delanoë, on tente de lutter contre certaines tendances ségrégatives de citoyens qui veulent se protéger, des villes qui ne veulent pas construire du logement social. Tout le monde n'a pas la même vision de la société dans laquelle on veut vivre demain. Nous on envie de faire une société plus fraternelle.

Comment faire ? On est là pour vous écouter toute la matinée parce que c'est comme ça qu'on peut être plus créatif et plus intelligent ensemble. Il y aura le bulletin de vote. J'espère que tout le monde s'en saisira efficacement, fera son choix en conscience mais en ayant entendu les propositions formulées par les uns et les autres. Merci.

Emmanuel Hirsch.

Vous m'avez repris sur la notion de marges. Ce n'est pas que je considère que les personnes sont aux marges. Mais quand on parle d'exclusion, on parle de personnes que l'on marginalise. Et c'est tant mieux que la mairie de Paris considère que nos marges doivent être au cœur de nos préoccupations.

Alors, vous allez vous exprimer. Les représentants d'ATD Quart-monde ont travaillé avec beaucoup de rigueur. Vous allez commencer.

Je viens avec la contribution de Patricia qui n'a pas pu venir ce matin mais qui a préparé. Elle a été hospitalisée la semaine dernière.

Témoignage 1.

« On a déménagé parce que l'appartement était trop petit. Mon mari, mes enfants et moi on habite depuis trois ans dans une autre cité. C'est une cité qui a mauvaise réputation. Et depuis que nous y habitons, je me sens moins citoyenne. Je n'ai plus au droit au respect comme avant. Cette réputation elle me suit au quotidien car je la porte envers les habitants des autres cités et surtout envers les services publics.

Exemple 1. J'ai accouché en septembre 2006 et un jour la photographe de la maternité est venue prendre des photos des bébés. Arrivée à mon tour, elle me demande mon adresse. Elle me répond : 'Dans les caravanes ?' Je lui dis non. Elle me réplique : 'Sinon vous n'auriez pas eu les photos'.

Exemple 2. Je suis allé à la police pour demander un renseignement. Je ne suis jamais parti en vacances en famille et je voulais savoir quels risques je courrais pour mon pavillon. Un agent m'a répondu : 'Pourquoi partir en vacances puisque vous avez un camping municipal derrière chez vous ?'. Je suis reparti tête baissée et humiliée.

Exemple 3. On a fracturé la voiture de mon père. On est allé à la police pour porter plainte. On s'est moqué de moi et de mon père. On m'a tutoyé et que ce n'était pas la peine de porter plainte, que cela ne changerait rien.

Exemple 4. Mon fils était en CP. Il avait du mal. Tout de suite on m'a dit qu'il était fainéant et on s'occupait moins de lui. Je suis allée voir une orthophoniste. Il avait un problème de surdité. Il a du être opéré et maintenant ça va à l'école.

Exemple 5. On n'a pas de véhicule et quand on est malade on doit appeler un taxi. Il ne veut pas venir jusqu'à chez moi alors je dois marcher jusqu'au commissariat.

Exemple 6. Pour les commandes par correspondance, je suis obligée de faire venir mes colis dans un port relais.

Voilà, je ne me sens pas citoyenne parce que je ne vis plus comme ceux qui vivent dans des quartiers moins difficiles. Ne plus me sentir citoyenne ça veut dire que je me sens humiliée, rabaissée comme un déchet.

Témoignage 2

On est vraiment citoyen quand on donne vraiment notre parole et que l'on est écouté. Pendant toute une période où j'ai vécu dans un logement insalubre, avec mes enfants, et avec le décès de mon mari, j'en suis venue à baisser les bras. Je suis allée avec Mme P aux Universités populaires quart-monde pour la première fois. Je lui faisais énormément confiance vu que c'était une militante de longue date et en plus elle était ma belle-sœur. Je n'étais pas fière. J'avais peur simplement de me présenter et de dire mon nom et prénom. Les gens prenaient la parole avec beaucoup d'attention. Je les écoutais. Chacun sont tour parlait avec le micro. J'ai vraiment été choquée de découvrir que des personnes s'abritent dans des cabanes, dans la forêt, dans une grotte ou dans des caravanes délabrées sans eau ni électricité. Je n'osais plus me plaindre. J'avais un toit, de l'eau, de l'électricité, des murs. Je pensais que j'étais la seule à vivre dans la misère. En rentrant chez moi, j'ai pris conscience qu'il y avait plus malheureux que moi.

En allant régulièrement aux universités populaires quart-monde, j'ai appris à parler avec des gens plus pauvres que moi, à prendre confiance entre nous. Réfléchir ensemble, cela nous donne de la force. Je savais qu'il y avait des aides mais je ne savais pas qu'on avait des droits. J'ai pris conscience que les aides nous aidaient mais en dépannage. J'ignorais que certaines lois étaient pour tous y compris pour ceux qui vivent dans la pauvreté comme le fait d'avoir le droit d'avoir un toit décent. Le droit à la santé, à la culture etc. Je me suis beaucoup servie de ces lois pour me battre. Avec ces lois, je cherche à les faire appliquer. C'est une lutte continue. J'ai maintenant un appartement décent. Aux familles en difficultés, je leur dis toujours : 'Servez-vous des lois'. Ils vont s'en servir et ils vont les faire appliquer. Là je me sens devenir une citoyenne entière. Maintenant que j'apprends les lois, je me sens plus respectée. Je me sens un peu mieux dans la société. Sauf que je ne peux encore aborder certains sujets.

Par exemple, aujourd'hui, on dit que la misère sur la commune où j'habite, il n'y en a pas. On a rénové un bel immeuble mais on ne voit plus la misère qui s'y vit. Et puis les forces de l'ordre on ne se sent pas respectés du tout. Pour moi, l'important est de rétablir l'égalité pour tout le monde et la justice pour tous. Or la parole des pauvres n'est jamais écoutée. Nous devons lutter continuellement pour que l'on nous écoute. On n'est vraiment citoyen quand notre parole est écoutée. Actuellement, nous devons nous battre encore plus parce que la misère n'a pas diminuée. Il y a plus de gens dans la rue, plus de logements insalubres, des familles habitent dans des tentes. Tout cela est inadmissible.

Emmanuel Hirsch

Ce que l'on retient déjà de ces interventions remarquables, c'est la notion d'humiliation, la demande de respect et de dignité. De bénéficier des droits comme tout citoyen et de la justice. Thème que l'on va retrouver. Merci vraiment de ces textes superbes.

Le deuxième intervenant, c'est le Centre d'Action Social Protestant. Il a également préparé son intervention.

Témoignage 3.

Bonjour messieurs dames. Je me présente. Madame Lemaouche-Fousia de nationalité algérienne. Je suis venue en France le 26 avril 2005. Après 50 ans passés hors de la France, je reviens et on me refuse liberté, égalité et fraternité. Ces deux mots étaient enseignés à l'école primaire en France. J'y croyais mais je me suis trompée. Je suis venue retrouver ma famille et vivre en harmonie avec elle. Mais malheureusement ils me l'ont interdit. J'ai cherché mes frères durant 7 ou 8 années. J'ai cherché à partir de chez moi mais ils m'ont incité à venir en me disant que ces personnes n'existaient pas. Mais j'avais un pressentiment qu'ils existaient. Je suis venue et j'ai retrouvé une famille de 5 personnes. Mais ils étaient malades et sous tutelle. Je me suis adressé à la tutelle pour pouvoir m'aider à aider mes frères mais je les ai trouvés dans la précarité. Moi je suis venue d'Algérie. J'ai été obligée de les habiller et de les entretenir malgré les aides de l'Etat. J'ai demandé de l'aide mais malheureusement elle m'a été refusée. Je ne vais pas pouvoir leur venir en aide parce que moi je suis dans l'irrégularité et si je dois les aider je dois être régularisée avant tout chose.

Monsieur Sarkozy aurait dit à propos de la mère patrie : «la mère patrie est immortelle ». Je pose la question : est-ce qu'il a l'intention de la tuer ? Tous les immigrés de toute race, de toute couleur, ne la laisseront jamais mourir parce que cette France elle appartient à tous les immigrés de toute nation. Toutes les personnes de toutes les nations résidant en France.

Témoignage 4

Bonjour, je suis maman de 3 enfants que j'ai élevée seule. Et la maladie est arrivée (pleurs). Excusez-moi. La maladie est arrivée. Les dettes de loyer aussi. Je suis tombée sur une assistante sociale qui m'a dit : « madame, je ne vous aiderais pas. Vous serez expulsée de votre appartement et je vais vous enlever vos

enfants ». J'ai tenu pour qu'on ne touche pas à mes enfants mais j'ai quand même été expulsée de mon appartement. Maintenant ça fait trois ans que je me bats contre la maladie. Pour retrouver un logement, la maladie fait que...je n'ai pas été anéantie mais...mais je vais beaucoup mieux mais je n'ai toujours pas d'appartement. Et c'est terrible de vivre comme ça. Je suis très active dans la société. Je m'occupe de beaucoup de choses. Mais il n'y a toujours pas d'appartement en vue. J'espère qu'un jour on arrêtera ça...qu'une assistante sociale...J'avais une toute petite dette de loyer. Je sais qu'il y a des gens qui ont d'énormes dettes et moi on ne m'a pas aidée. Pourquoi ? Pourquoi les bailleurs sociaux...Qu'est-ce qu'ils ont de sociaux ? Ce n'est pas vrai, ils ne sont pas sociaux. Ils ne font pas leur boulot. Je suis désolé, ils sont là pour aider les gens dans la précarité d'abord. C'est révoltant. Un pays d'égalité...je suis française, je vote. L'égalité elle est où ? Et moi je peux vous dire : être pauvre, ça coûte très cher. En argent et en santé. Aider les pauvres en précarité et je peux vous dire que la sécurité sociale fera des économies croyez moi. Merci.

Témoignage 5

Je me présente je suis madame Azo. Je suis camerounaise. Je suis en France pour des raisons de santé. Mais je suis une personne active et vous me demandez si je me sens citoyenne. Dans un sens oui parce que j'ai réussi dans cette belle cité qu'est la France. Malgré le fait que je sois étrangère, sans papier, sans ressource, je jouis quand même du droit de santé. Mais dans un autre sens je dirais non. Je ne jouis pas de tous les droits de cette cité. Je pense au droit de vote. Je pense également au droit du travail. Parce que je n'ai pas de papier je n'ai pas le droit de travailler. Pourtant je suis active. La France pour moi africaine, je sais à jamais que la France porte le nom de mes ancêtres, gravés en lettres de couleur de sang dans sa mémoire. Oui, j'ai contribué hier à sauver la France au prix de ma vie. Je contribue aujourd'hui à son développement en travaillant au noir. Oui vous savez ce que sait que travailler au noir. Ce n'est un secret pour personne. Avec les papiers de l'autre c'est à dire sans mon identité. La France m'a tout pris. La France m'a pris mes richesses, les richesses de mon pays. Aujourd'hui, je suis malade et je suis ici. Mais la France me prend aussi ma dignité. Elle m'enlève mon identité. Elle me réduit à la misère la plus mortelle. La misère morale. Parce que rien n'est plus mortelle que la misère morale. Non seulement j'ai perdu mon identité mais je fais les travaux les plus sordides. Pour une petite poignée d'euros. Je me sens un peu exploitée par celui qui m'utilise parce qu'il sait que je n'ai pas de papier. Exploitée devant le Français qui veut de ma chair aussi. Je ne vous le cache pas. Exploitée également devant mes frères, détenteurs de papiers, qui m'utilisent au noir pour des heures inhumaines.

Je vous demande : je fais partie de quelle société ? Pour moi je fais partie de la société des morts-vivants. Les morts vivants, la société de la rue, la vraie société c'est de l'autre côté des murs qui longent la rue qui est mon lieu de vie.

En conclusion, je ne dirais pas que la France est mauvaise. Non, la France n'est pas mauvaise. La preuve c'est que je suis là. Et je suis belle et bien en vie. Je serais morte chez moi. Je dis encore merci la France. Je dis la France n'est pas mauvaise parce que j'y suis. Je participe au développement de ce pays. Malgré le fait que je travaille au noir, je paie quand même les impôts car je travaille avec les

papiers des autres. Alors j'apporte ma pierre à ce pays. Je dis que la France m'utilise et je jouis toujours de ses biens.

Je respecte tous ces droits comme tout le monde donc je suis un peu comme une citoyenne de ce pays. Sans l'être. Nous jouons un peu au jeu de l'autruche qui cache sa tête alors que tout son corps est exposé. Le problème de papier ce n'est qu'un prétexte parce que tout le monde a quelque chose à apporter dans ce pays. C'est un prétexte pour mieux exploiter l'homme. Ce fléau qui est aussi vieux que le monde, celui de l'exploitation de l'homme par l'homme. Parce que quand je regarde ceux que l'on met dans les avions aujourd'hui, ce n'est pas tous les sans-papiers mais tous les indésirables et ceux qui n'ont plus rien à prouver à la France.

Emmanuel Hirst

Merci de ce témoignage fort. Je crois que chacun va se reconnaître à travers vos propos. On verra dans la deuxième partie comment ils réagissent à votre propos. Je retiens quand même votre amour de la France. Vous la remettez en cause mais vous êtes aussi très demandeuse qu'elle réponde un peu à votre attente.

Maintenant c'est l'association Les morts de la rue qui va intervenir.

Tous ceux aussi qui ne pourront pas s'exprimer aujourd'hui, ne vous inquiétez pas il y a des textes. Les textes circuleront. On a des spécialistes sociologues et autres qui en font une matière importante à diffuser. Et il y aura aussi une suite le 9 décembre on va en reparler à la fin. Je donne la parole aux personnes de l'association Les morts de la rue.

Témoignage 6

Rédouane, des Morts de la rue. La parité entre ADF et SDF n'existe pas. Un citoyen normal qui se fait rouler, il a Que choisir. Un SDF qui se fait virer d'un accueil pour des raisons bonnes ou mauvaises, il n'a personne pour le défendre. Que penseriez-vous d'un syndicat des précaires. Aideriez-vous sur le terrain à sa création ?

Témoignage 7

Marcel Olivier du Collectif Les morts de la rue. Avant de parler de devoirs, respecter nos droits. Comment imposer des devoirs à qui n'a rien ? Tout ce qu'on demande c'est de payer des impôts, être citoyen se serait avoir des devoirs.

Témoignage 8

Etre citoyen, être acteur, se battre. On n'est pas aidé quand on a des problèmes. Il faut faire par soi-même. On est resté presque un mois sans électricité dans la rue du 13^e arrondissement. Il a fallu faire plusieurs démarches, voir l'adjointe, téléphoner à la secrétaire. A la fin ils ont remis le courant. Il faut se battre. A la fin on a droit. On défend les droits.

Témoignage 9

Moi ce que je voulais dire, Francis du Collectif les Morts de la rue, c'est que dans les associations, il n'y a pas beaucoup de gens dans l'exclusion qui sont représentants de ces associations. Au bureau, à la direction d'une association. Souvent, c'est le statut social qui enlève une responsabilité donc on n'est pas égaux par rapport à ça dans les associations. Donc moi la question que je pose c'est : est-ce parce que qu'on est précaire qu'on est pas compétent ? Ça m'est arrivé de voir dans les associations qu'une personne ait une très bonne idée. On ne l'entend pas. Et quand la personne responsable a cette même idée on dit : 'Ah oui, c'est intéressant'. Donc voilà la question que je soumetts aussi : l'égalité des citoyens dans les associations aussi...Et parmi nous ici !

Emmanuel Hirsch

Même s'il n'y a pas de continuité dans les propos, on vise quand même aux mêmes interrogations.

Avant de donner la parole à Advocacy qui est bien représenté devant, il y a un autre dissident qui voulait aussi intervenir sur la même thématique. Je vous donne la parole.

Témoignage 10

Les gens qui sont passés de l'autre côté du miroir, ceux qui sont dans la lumière ne les voient que très mal. Ce qu'ils vivent c'est difficile à percevoir parce que c'est quelque chose d'inconcevable. C'est au quotidien le non respect des droits fondamentaux qu'on prétend inaliénables. Et sur des points que les gens dans la lumière ne veulent pas supposer que ça pourrait leur arriver. Ça leur fait trop peur.

Dans cette situation, ce que j'ai découvert par expérience c'est qu'il y a des cas où institutionnellement les droits fondamentaux ne sont pas respectés. C'est pour des motifs louables que le législateur ou les administrations ont créé ces cas de non respect des droits. Pour des raisons d'efficacité de l'ordre public, pour des raisons de lutte contre le terrorisme, pour des raisons de lutte contre la drogue. Et pour la protection de la personne contre elle-même. Ou supposée telle.

(Emmanuel Hirsch intervient pour recadrer l'intervenant qui parle des plaintes des habitants contre le trafic de drogue qui ne sont pas prises en compte par la justice).

Le sujet c'est l'exclusion

Je vais donner la parole à Advocacy...

Témoignage 11

On a un travail remarquable dans notre association. On a vu ce qui fait obstacle à la citoyenneté. Nous avons défini la citoyenneté par trois points.

Il y a beaucoup de personnes qui se trouvent à baisser les bras comme on l'a entendu. Lorsqu'elles ressentent une agression ou quelque chose de subi, et en fait

la société à partir de ce moment là elle n'est plus inclusive. Elle est affaiblie intérieurement physiquement et moralement.

Elles n'ont plus l'énergie de combattre. Par contre il y a des personnes qui se sentent citoyen pour changer la société. On essaie de changer les lois. Les personnes exclues rejettent la société et ses lois parce que la société n'est pas inclusive.

Ce qu'on a pu voir aussi c'est de ne pas répondre dans l'urgence, médicamenteux. Il n'y a pas de suivi dans l'urgence. Les personnes n'ont pas d'endroit pour déposer leurs affaires. Elles n'ont pas d'endroit pour se poser. C'est à partir de là qu'elles se sentent affaiblies parce qu'elles doivent sortir tôt le matin. Donc comment retrouver une dignité à partir de là ?

Emmanuel Hirsch.

Advocacy a écrit un texte superbe qu'on pourra se procurer. Les textes vont être diffusés. Vous parliez des situations d'urgence face à des situations de vie difficiles alimentent le fait de ne pas se sentir considéré. Vous dites qu'il ne faut pas seulement un traitement matériel mais par une réflexion sur la durée par l'investissement de la société comme garant de la solidarité nationale. Vous avez aussi parlé dans votre texte d'être acteur dans la cité librement. Vous demandez d'être acteur mais dans la liberté d'une réflexion et d'être associé aux décisions qui vous concernent.

La dernière association à intervenir est Mains libres.

L'association ML a été créée en juillet dernier et a été conçue dans un esprit de partenariat et de solidarité entre les personnes avec domicile et sans domicile. Avec les associations spécialisées qui luttent contre l'exclusion. Le but de l'association est d'ouvrir pour ses adhérents une consigne à bagage ouverte deux heures le matin et deux heures le soir dans le quartier des Halles 7 jours sur 7. C'est un service qui n'existe nulle part ailleurs. Ce qui permettra aux personnes sans domicile de se débarrasser de leur fardeau pour leur faciliter la vie et leurs projets. La particularité c'est que les personnes sans domicile et les personnes avec domicile participent ensemble au conseil d'administration et à la gestion de la bagagerie. C'est une démarche de citoyenneté et de valorisation des personnes en situation d'exclusion sociale. Nous espérons que cela permettra leur insertion dans la vie du quartier. Je vais donner la parole à deux personnes qui vont parler de témoignages que nous avons recueilli tous ensemble.

Témoignage 12

Bonjour. Je suis dans ce projet. Toujours ce combat. C'est une grande journée pour créer du lien social quand on a quelque chose de cohérent et concret. On a un collectif commun. (silence...on lui passe un papier qu'il lit). Les sans-abri se prennent en charge eux-mêmes avec les autres citoyens. Mais il nous faut un local.

Témoignage 13

Bonjour. Thierry. Ce que je voulais rajouter, c'est que à notre niveau nous aussi on fait de la politique. La politique c'est s'occuper des choses publiques, de ce qui est à nous, de ce qui nous appartient. Or, la rue est à nous. Merci.

Emmanuel Hirsch.

On va passer à la deuxième partie de la rencontre. Avec la réaction spontanée de nos représentants politiques. Merci de ces brillantes réflexions. On s'imagine toutes les réflexions qu'il y a eu dans vos associations. On est au début d'une aventure. Il y aura une grande rencontre le 9 décembre si je ne m'abuse.

Madame Hermance sénateuse de Paris.

J'ai été en charge pendant 12 ans des questions sociales et des hôpitaux de Paris. Je représente le groupe UMP ici. Il est inutile de s'engager aujourd'hui à s'engager à répondre aujourd'hui par des chiffres. Le débat est trop important. Le médecin comme le politique a pour mission d'opérer, de repérer et de soigner un corps disloqué.

La société oui n'est pas inclusive quand déjà elle nomme déjà celles et ceux qui sont dans la rue par un sigle. Ce que je trouve proprement inadmissible. Ça fait 20 ans que je me bats pour dire qu'il est inadmissible de traiter des hommes et des femmes par rapport à des sigles : sans domicile fixe. Je reprends ce que dit Evelyne Sullerot : sans domicile familial issu quelque part d'une blessure. Eh oui chacun n'est pas accueilli malgré les structures, malgré les efforts, malgré les financements, lorsqu'il a fait un effort de réinsertion...lorsqu'il a arrêté l'alcool et qu'il est regardé par rapport au boulot qu'il veut avoir comme un ancien SDF, comme un ancien prisonnier.

Emmanuel Hirsch a eu un mot qui m'a frappée, c'est « pas considéré ». Je crois que l'essentiel aujourd'hui, c'est bien sûr de mettre en place des structures adéquates, mais la vraie question qui se pose, c'est que est-ce que dans ces structures qui accueillent –et moi j'en prends ma part de responsabilité- est diffusé la rencontre c'est à dire l'amour ? Est-ce qu'il y a un accompagnement dans ces structures au delà de la prestation qu'on va donner, pour accompagner, pour poser la main, lorsque la faille va arriver, lorsque la violence...parce que vous avez passé 20 ans dans la rue, parce qu'il y aura un événement qui vous aurez blessé et vous aurez renvoyé de la violence au travailleur social...Et d'un coup d'un seul vous allez être dans la rue.

Est-ce que le regard que le travailleur social, le politique...je vais porter sur l'autre ce ne sera pas un regard d'apparence comme la femme qui est dehors dans la rue aujourd'hui que je vais regarder avec une pancarte. Est-ce que j'ai suffisamment de pauvreté moi-même pour accueillir l'autre dans sa parole et lui trouver ensuite un accompagnement totalement adéquat pour le rencontrer dans sa blessure et l'inclure dans la société. A travers les témoignages que vous avez donné, chacun est un témoignage individuel bouleversant qui mérite chacun une façon particulière d'être accompagné.

Emmanuel Hirsch

Les Politiques ici ne vont pas se contenter de grands discours. Est-ce que dans la détermination de vos politiques, vous êtes prêts à intégrer des personnes qui sont prêtes à vous faire des propositions

Corinne Barlis, adjointe aux affaires sociales de la mairie du 9^e arrondissement

Je voulais remercier Mme Stambouli et Mme Stievenard d'avoir organisées cette journée, parce qu'elle est très riche. Etre citoyen c'est avoir sa parole écoutée et ce matin c'est une belle preuve. Mais une journée ça ne suffit pas et on va tous s'efforcer dans nos arrondissement respectifs de démultiplier ces prises de paroles.

J'ai été frappée par cette dame qui a dit : « Etre pauvre ça coûte cher ». Et ça use aussi au niveau de la santé. C'est vrai que dans notre société on nous apprend la prévention. Mais quand le premier combat à mener chaque matin c'est se nourrir, savoir ou coucher le soir même, ça use beaucoup. En tant qu'élue, je vois des familles venir à ma permanence avec des enfants jeunes pour que les enfants entendent de ma bouche pourquoi ce n'était pas possible pour eux d'avoir un appartement tout de suite. Ça révèle une souffrance au sein des familles. Les parents n'arrivent plus eux-mêmes à évoquer leur bonne foi, la manière dont ils se battent avec énergie pour être logés décemment. Et d'avoir besoin d'un garant extérieur pour prouver qu'ils sont des bons parents qui se battent et qui font ce qu'ils peuvent.

Mme Hermance nous dit qu'on ne va pas faire une querelle de chiffres. Mais c'est le cœur du débat. Au niveau du logement il est quand même bien question si l'on veut résoudre le problème d'une véritable volonté politique. Oui ou non on va revoir les pénalités aux communes qui ne veulent pas faire de logement social ? Il y en a beaucoup trop. Les belles déclarations on les entend tous mais derrière il faut des actes.

Le travail au noir quand on est sans papier c'est vrai que c'est un véritable drame. On ne peut pas...on est tous confronté. Quand je fais le point sur les ressources, les gens me disent qu'il faut bien nourrir les enfants. C'est quoi être citoyen ? Toutes ces familles qui scolarisent leurs enfants mais qui n'ont pas été régularisées...elles sont citoyennes. Elles vivent ici, elles font partie de la société.

En ce qui concerne un syndicat des précaires, je dis pourquoi pas ? C'est une idée intéressante. Nous avons besoin d'interlocuteurs identifiés en face sur des projets.

Mr disait que quand on est SDF on garde des compétences. C'est vrai et c'est dur aussi de le prouver. Le premier hiver, en période grand froid dans un gymnase, j'ai discuté avec des gens qui ont eus un parcours extraordinaire et que c'était un accident de la vie qui les avait fait chuter brutalement. Mais la compétence elle est là, elle existe. Et il faut peu de chose...J'ai entendu plusieurs personnes dire c'est difficile et on baisse les bras. Mais justement la première place des politiques c'est de vous aider à tenir bon, à vous redonner de l'énergie quand vous en manquez.

C'était très bien dit dans l'introduction de Gisèle Stievenard, quand on écoute les propos des uns et des autres, il y a une vraie intelligence, il y a un vrai sens du politique, il y a une vraie conscience de ce qu'est la république, il y a un vrai appel. Ça devrait être en résonance des politiques. Et je me souviens de madame qui a parlé de maladie et il a fallu cette brèche pour qu'elle chute. Nous avons peut-être des citoyens plus citoyens que d'autres parce que justement leur citoyenneté est remise en cause.

Martine Billard, député Vert

Ce qui me frappe, c'est que tout le monde peut se retrouver –pas tout le monde– dans une situation de dégringolade. On veut l'oublier parce que ça fait peur. La difficulté des gens qui n'ont pas encore de problèmes par rapport à ceux qui sont dans la rue, c'est la peur de voir dans l'autre ce qu'on pourrait devenir.

On se targue d'être un pays très riche et on n'est pas capable de faire une place à tous les citoyens de notre pays.

Je trouve important qu'il y ait des rencontres comme celle-là. Et pas des rencontres passives mais vraiment des échanges. Je suis député du centre de Paris. Il y a tout le débat pour pouvoir déposer ses affaires dans la journée (Mains libre ou la Bagagerie dans le 4^e). Ça oblige à se confronter entre les gens de la rue, et les gens qui ne sont pas de la rue et les élus. C'est très positif. Il faut essaïmer dans tout Paris. Reconnaître les compétences et redonner pouvoir sur leur vie, c'est fondamental. C'est un co-partenariat à développer.

Sur ce qu'on peut faire. Ce qui me frappe dans les permanences c'est la manière dont les gens se tapent la tête contre les murs quand ils commencent la dégringolade. Ils n'arrivent pas à trouver la porte de sortie qui va permettre à un moment donné de trouver l'appui pour rebondir. Il faut que l'ensemble des structures du champ social soit ouvert aux usagers.

C'est vrai qu'à l'assemblée ou au Sénat, il y a unification du type de parlementaire. C'est vrai que si je dis qu'un jour ce soit bien qu'un parlementaire vienne de la rue, tout le monde va éclater de rire. Mais ce qui est dramatique ce n'est pas qu'il n'y ait pas de parlementaire qui ne vienne pas de la rue, c'est qu'il y en a de moins en moins qui viennent de l'entreprise en tant que simple salarié et donc ayant les mêmes problèmes que pas mal de gens dans notre pays. Quand on discute des lois on finit pas discuter idéologiquement.

Je regrette que la loi contre l'exclusion ait été modifiée il y a deux ans. On a osé enlever le fait que lutter contre l'exclusion ça ne passait pas uniquement par l'insertion et par le travail. C'est sommation qu'on fait aux gens « insérez-vous, intégrez-vous »...La société n'est pas inclusive mais sommez les gens de toujours s'insérer comme s'il y avait les bons et les autres à l'extérieur qui devaient revenir vers les « normaux », c'est une violence finalement. C'est une violence terrible.

Avant la loi de 98, le fait d'être bénévole aux restos du cœur c'était considéré comme partant d'une démarche globale. Et aujourd'hui on impose aux gens de commencer par le travail et ce n'est pas possible. Ça été dit dans les témoignages.

Quand le matin on ne sait pas où on va manger, quand on ne sait pas où on va dormir le soir. Quand il faut se battre avec le 115, on ne peut pas penser au travail, c'est infaisable. Donc la première question c'est le logement. Et ce n'est pas l'hébergement, c'est un moment. Qu'est-ce qu'il va se passer après ?

Un être humain ne peut pas se construire sans espoir, sans vision sur ce qu'il va devenir. Notre première mission c'est de régler la question du logement le plus vite possible maintenant. Et reprendre ce que disent les associations. Il faut rendre le logement opposable. Nous politique, on aura à construire des logements et des bons logements, bien isolés pour que les gens ensuite n'aient pas un loyer avec des charges de chauffage inaccessibles. Il faut des logements de qualité, c'est la seule façon de redonner aux personnes leur dignité. Ensuite on peut retrouver du travail.

Michel Bulté

Je représente Madame de Sarnez, ancien adjoint de Tibéri au Logement.

Je suis frappé par la dignité des interventions. Je ne suis pas un grand spécialiste du domaine social, je dois le reconnaître. Mais j'ai été touché par toutes les interventions. Je crois que nous avons une énorme responsabilité politique après vous avoir écouté et il faut que l'on puisse se battre pour vous apporter quelque chose.

Quand j'entends les interventions, on a l'impression que les structures actuelles mettent bout à bout des mesures pour pallier dans l'urgence à la difficulté que rencontrent les gens sans forcément considérer les gens eux-mêmes. C'est normal que les gens qui soient dans la rue ne comprennent pas que les autres ne les comprennent pas. Et c'est à nous de mieux les comprendre justement parce qu'ils ne nous comprennent pas.

C'est vrai que le dossier qui ressort le plus souvent c'est le logement. Et il ne faut pas faire des logements pour se donner bonne conscience. Je crois qu'il faut faire évoluer notre concept de la construction du logement. Il faut aller vers un logement multi social. Un logement où tout le monde puisse se rencontrer. De l'étudiant, de la personne les plus aisées, des classes moyennes et des classes les plus défavorisées. Il faut qu'on arrive à mettre sur le même pallier et on n'est jamais parvenu à la faire, un co-proprétaire et puis un occupant de logement social. Il faut que les gens puissent se rencontrer, qu'ils puissent avoir la même dignité de rentrer par la même porte et de s'écouter ensemble. Il ne faut pas dire on va construire 20 000 logements. Tous les gouvernements successifs l'ont fait.

D'ailleurs vous avez tout connu : la droite, la gauche et depuis 20 puges on est toujours dans la merde et ça continue à se détériorer. Donc il faut une véritable prise de conscience collective et que les politiques agissent autrement. Ne nous cachons pas. Quand on entend l'actuel chef de l'UMP dire que dans 5 ans il n'y aura plus de misère, qu'il commence aussi à faire 20 % de logements à Neuilly !! Là on pourra faire les choses.

J'ai entendu syndicat des précaires. Moi ça me hérisse. Si on institutionnalise...par définition un syndicat des précaires doit être éphémère. Il faut que ça disparaisse le plus rapidement possible. Qu'on prenne en charge collectivement d'accord mais que l'on n'organise pas dans la précarité des gens qui essaient de s'y retrouver, ça me paraît assez surréaliste. Il faut faire attention dans les dérives des gouvernements successifs. On va vers la privatisation d'EDF-GDF. Il y a des accords avec les municipalités pour les gens qui sont en grande difficulté. La dame l'évoquait tout à l'heure. On ne peut plus payer notre gaz. Si on privatise tout ça, demain...on va tomber dans une société dramatique où on va encore exclure les gens.

Et il faut travailler au niveau de la rue. La rue est un élément essentiel de la politique dans une ville. Je crois que plutôt que d'utiliser la matraque et le gaz lacrymogène, il faut lutter contre l'insécurité par la culture. Faire en sorte que l'on puisse rencontrer les gens. On a fait dans le 19^e quand j'étais maire, place de Stalingrad où il y avait un des plus grands trafic de drogue d'Europe, on a mis du cinéma, il faut que les gens puissent se rencontrer, se regarder, se parler tout simplement.

Après avoir écouté ces témoignages, je me suis demandé ce que ces gens pensent des politiques ? C'est dramatique. Si j'étais à votre place, entre la bipolarisation de la classe politique, entre la dame aux camélias et le terminator des banlieues, j'ai l'impression que vous êtes loin de ces préoccupations là.

Je pense que demain, dans les programmes, il faudra être audacieux et je suis étonné par votre dignité, votre combat. Moi je n'ai pas connu ça, mais ça peut m'arriver demain. Mais je serais un grand révolté, j'aurais envie de tout faire péter si j'étais dans votre situation. Donc je vous comprends et je ferais en sorte de faire avancer les choses à ma mesure

Emmanuel Hirsch

Vous dites qu'il ne faut pas de syndicat. Mais il faut quand même qu'il y ait une représentativité. Et je trouve l'initiative remarquable de donner un cadre solennel, les élus de la nation sont là. Il y a une écoute, une attention. La question de la précarité est souvent traitée dans l'urgence. Alors que l'on veut qu'elle soit traitée dans le fonctionnement de notre démocratie. Donc il y a un dysfonctionnement de la démocratie.

Michel Bulté,

Vous m'avez interpellé sur le syndicat des précaires. Ce n'est pas comme cela que l'on va régler le problème. On se donne bonne conscience en créant un syndicat. Et il y a eu une très bonne intervention toute à l'heure qui disait que « même dans les associations on se sent exclu parce que celui qui est président ou secrétaire, nous on a même plus l'impression d'être à ce niveau là ».

Je crois qu'il faut retisser le lien social d'une autre manière. Faire en sorte que tout le monde soit sur un pied d'égalité. C'est peut-être un peu anarchiste ce que je dis, mais je veux dire...Vous savez les politiques disent : on a une structure

donc tout va aller mieux. Soyons sérieux. Moi personnellement j'ai reçu une grande leçon ce matin voilà.

Emmanuel Hirsch

Vous connaissez maintenant tous Michel Bulté. Vous pouvez aller tous le voir il va vous donner son numéro de téléphone...

Michel Bulletay

Excusez moi je ne me suis pas présenté, je suis conseiller de Paris UDF au 06 82 84 90 28. Merci.

Catherine Gégoux

Je suis conseillère PC de la Ville de Paris. Je suis élue du 20^e arrondissement. Sur les syndicats, il y a le Mr d'Advocacy qui disait qu'il faut changer le mode de fonctionnement de la société. Alors je suis complètement d'accord parce que c'est quelque chose de très global. Un autre, Thierry, disait qu'il voulait se mêler de politique. Alors les syndicats de précaires ça existe déjà. J'en connais au moins trois. Ils ont du mal à vivre parce que plus les gens sont dans la précarité plus ils ont du mal à s'organiser. Il y a au moins le mouvement national des chômeurs et précaires, il y a la CGT chômeur, l'APEIS qui est une association aussi. C'est tout à fait normal qu'ils prennent leurs affaires en main. Ce n'est pas une association qui fait à leur place mais c'est dur.

Pour revenir aux témoignages. Moi j'ai été ému pas ça. Tout ça c'est un problème de reconnaissance de la personne humaine par le reste de la société. C'est un problème de dignité. Je suis d'ailleurs plus frappée par les choses que je n'ai pas entendues à la limite que par celles que j'ai entendues. Tout cela était d'une très grande réserve.

Par exemple la violence à travers certaines interventions c'est apparu un petit peu mais la violence vis à vis des gens exclu –bon je n'aime pas trop ce terme là mais c'est celui qu'on a utilisé aujourd'hui- la violence est considérable. C'est la violence sociale, c'est la violence des autres. C'est la violence de la police dans beaucoup de cas. Or, quand on est citoyen, on doit être protégé contre la violence et déjà dans ces situations là, les gens ne sont pas protégés de la violence.

L'intimité aussi. Dans beaucoup de cas aussi on arrive pas à avoir de l'intimité, sous beaucoup de formes extrêmement diverses. C'est une chose essentielle dans la vie. Je comprends très bien que vous n'en parliez pas parce que c'est trop...personnel.

Sur les questions de santé aussi parce que dans des situations comme celles-là, la santé est très vite altérée à tous points de vue.

Donc, la parole. C'est vrai qu'il faut avoir des droits pour être citoyen et déjà ces droits nous ne les avons pas. Cette égalité dans la société française n'existe pas.

C'est un mot sur les murs des écoles, c'est un mot sur le tee-shirt de la dame là-bas. Je ne vous apprend rien vous le savez beaucoup mieux que moi.

Et je suis d'accord avec Martine qui a dit tout à l'heure que la façon dont le regard...le regard de peur. On détourne les yeux pour ne pas voir ce qu'on pourrait devenir. La plupart des gens pourraient se trouver dans ce genre de difficulté. Tout le monde pourrait se trouver dans ces difficultés là.

Sur ce qu'on peut faire, nous en tant que politique. C'est la société qui doit opérer ce changement radical. Déjà, il y a des choses qui sont faites. Ce sont des années de lutte pour que les sanisettes publiques soient gratuites. C'est une question de dignité essentielle des sans-abri. Evidemment c'était pour eux, que cette bataille s'est faite. Mais c'est toute la société aussi qui retrouve la dignité.

On s'est battu aussi...les hébergements d'urgence sont une catastrophe absolue qui ne correspond absolument pas aux besoins. Mais il en faut...Quand quelqu'un est à la rue il faut bien un endroit où dormir. On s'est battu pour qu'il y ait un accueil inconditionnel toute l'année et qu'ils puissent aussi être ouvert toute la journée. Il y a des petites choses qui bougent du côté de l'Etat de ce point de vue là.

Mais évidemment ce qu'il faudrait ce sont des structures adaptées aux personnes. Mais les personnes en difficulté, il n'y a pas un schéma, elles sont extrêmement diverses. Les raisons pour lesquelles elles sont en difficultés sont extrêmement diverses. Les façons de les aider à les remettre debout et les aider à mener leur vie sont aussi extrêmement diverses. Il faut des structures d'une grande diversité.

Les élus communistes au Conseil régional se sont battus pour que les amendes RATP puissent être annulées. Ils se sont battus pour que la promesse faite de transports gratuits pour les plus démunis soit effective. Maintenant c'est fait avec des étapes. Ça a été une bagarre pour que cette promesse là soit tenue. Ça coûte 85 millions d'euros c'est clair. C'était une promesse électorale et là il a fallu se battre.

Ils se sont battus également pour que les amendes RATP et SNCF puissent être annulées. Mais pour le moment ce n'est pas gagné.

Mon parti est également pour un droit au logement opposable. C'est à dire que c'est inacceptable que des gens n'aient pas de logement et donc ils ont tous les droits pour pouvoir avoir un logement. Il faut un plan d'urgence pour le logement en France. Vous êtes là mais vous représentez des millions de gens. Et que le logement soit opposable, c'est à dire que la personne qui va se débrouiller pour avoir un logement aura le droit de l'avoir. Comme la personne qui prend de la viande dans un supermarché pour ses gamins, c'est inacceptable qu'on le condamne. Ça a existé ça. Il y a des choses de droits humains élémentaires et la société doit s'organiser pour que chacun ait ces droits élémentaires.

Concernant les sans-papiers, là nous sommes pour une régularisation de l'ensemble des sans-papiers. Et ce n'est pas une mesure philanthropique. Non, c'est parce que les sans-papiers nous en avons besoin. Et je veux dire à madame

Azou : « nous avons besoin de vous ». Nous sommes une société vieille. Nous sommes des vieux. Nous avons une natalité faible. On a besoin de main-d'œuvre pour payer nos retraites, pour faire tourner notre économie, notre sécurité sociale. Avec des gens déclarés. Et on a besoin de ça. Et pour avoir ça, il y a deux façons : soit dire. Il y a plein de gens en France sur notre territoire. Permettons leur de vivre dignement, de travailler officiellement, d'exister, de se former en fonction des besoins de l'économie. Ou bien alors on va aller prendre par ci par là pendant trois mois en fonction de nos besoins et on va pomper tous les pays du tiers monde sans aucun droit. Sauf le droit de s'en aller quand le contrat est fini.

Sur les revenus minimums nous sommes pour un revenu minimum d'existence. Y compris pour les jeunes. Le but de ce revenu, ce n'est pas pour qu'il ne travaille plus jamais de sa vie. Bien sûr que non. C'est parce qu'il a le droit de vivre. Il y en a d'autres qui ne retravailleront jamais mais qui feront des tas d'autre chose. Le RMI a ses défauts mais il y a beaucoup de pays où les gens n'ont rien. Mais il y a un progrès à faire vers un revenu d'existence et pas un revenu conditionné à tellement de choses...

Et je finis. Quelqu'un a parlé de ça. C'est le moment où la fracture se produit, où l'accident de la vie arrive. Une perte, une séparation, une expulsion. La société française n'est pas organisée parce qu'elle n'a pas un accueil inconditionnel pour ces gens là qui permet de ne pas traîner et de tout de suite dès que quelqu'un, une famille se trouve dans une situation comme ça de toute de suite rebondir, d'avoir une solution transitoire afin qu'elle ne sombre pas dans une errance et dans une dévalorisation de soi-même parce que très vite on se sent coupable de ce qui arrive vis à vis de ses enfants et de la société.

Emmanuel Hirsch

Je retiens vos dernières paroles sur la notion d'errance et de dévalorisation. Vous avez bien résumé la situation que les gens ici ont tenté de dénoncer.

Merci aux représentants politiques. Vous êtes aussi des citoyens parmi des citoyens. Certains ont fait des propositions concrètes.

Maintenant vous allez écouter la réaction concrète des uns et des autres.

Témoignage 14

Bonjour, je suis à Emmaüs. Nous sommes une dizaine là. On a organisé nos débats autrement. Sur la question d'aujourd'hui sur l'exclusion, nous avons tiré trois sous-thèmes.

Le premier c'est discours entendus et réalité vécue. Le deuxième c'est citoyenneté et précarité. Le troisième c'est, si vous aviez le pouvoir... que feriez vous.

Les réponses. La première a été : pourquoi ce débat aujourd'hui. La deuxième est : est-ce que le sujet tel qu'il est posé veut dire que la devise de la République est en danger. La troisième, si ils avaient le pouvoir, ils imposeraient trois choses.

La santé, le logement et la nourriture pour tous, à l'instar de la sécurité sociale. Voilà les grands axes qui ont été dégagés.

Témoignage 15

Bonjour, je suis monsieur Mansary. Je suis sans-papiers depuis trois ans. Mais je tiens à remercier toutes les associations qui m'ont aidé directement et indirectement.

Je m'oppose à ce que Mr Sarkozy a dit. On ne donne des papiers qu'à ceux qui ont attrapé le sida. Ou qui ont un enfant ici ou qui se marient avec une française. Moi je suis contre tout ça. Et je ne suis pas près de donner ma santé ou être malhonnête avec une française pour un bout de papier. Ma dignité ne vaut pas un bout de papier. Je suis là pour bien prouver l'intégration de tous mes collègues qui sont en précarité.

Ici en France il y a beaucoup de gens qui ont la nationalité française et qui ne parlent pas le français. On est là parce qu'on aime la France. On veut prouver qu'on est des gens compétents. On peut donner tout pour la France mais ce n'est pas vrai qu'on n'aime pas notre pays d'origine.

Témoignage 16

Bonjour, moi je suis sans domicile fixe. Bon moi je dors juste en face de l'hôtel de ville. Juste en face dans mes petits cartons. Moi je me dis que dans l'hôtel de ville vous avez des caméras tout ça. Je dors dans mes petits cartons mais dans vos caméras là, est-ce que vous ne pouvez pas voir une personne en train de dormir ? Ça fait 6 ans que je dors dans le froid, comme dans l'été. Je vous remercie.

Témoignage 17

Moi je voulais parler de l'exclusion qui a plusieurs degrés de manifestation. Quelque chose de vraiment important c'est l'humiliation au quotidien. Le regard et l'acte hostile de l'autre, ceux qui sont inclus dans la société. Le mur de brique qui s'élève chaque jour. On vous fait comprendre que c'est votre faute. Si vous avez perdu votre travail, c'est votre faute. Si votre santé vous joue des tours c'est votre faute.

La conséquence directe et immédiate c'est une perte de confiance, une marginalisation plus grande chaque jour. Vous ne participez plus à la vie de la cité. D'ailleurs vous n'en avez même pas les moyens. Votre préoccupation quotidienne c'est du cours terme : recherche d'un toit pour la nuit et recherche de nourriture. Et toute votre énergie est orientée vers ces deux objectifs. Jour après jour, votre citoyenneté, avec vos droits et devoirs, reculent.

Vous les élus et les gouvernants, vous ne pouvez pas tout régler. Mais avec les associations, les citoyens de ce pays, main dans la main, on peut faire que la situation des exclus s'améliore un peu plus chaque jour. Avec par exemple les mesures concrètes pour que nous exclus puissions avoir des projets à long terme et pourquoi pas se remettre à rêver à nouveau. Merci beaucoup.

Témoignage 18

Moi j'ai été française jusqu'en 1960. Mes actes de naissance sont ici. Après je suis congolaise. Je suis de l'Afrique équatoriale française. J'ai toujours été fière de ce pays qui est la France. Alors qu'il me rejette mais je suis toujours fière de la France parce que je suis née française pendant la guerre de 1940. La France c'est ma maman. Nous avons quitté l'Afrique pour rejoindre notre mère. Pourquoi ne veut-on pas nous voir ? Pourquoi on nous maltraite ? Je suis malade. Je ne peux pas me soigner au pays. J'ai perdu mon mari. Là-bas je n'ai rien alors je suis africaine mais j'étais française. Si vous m'envoyez au pays c'est pour aller creuser mon trou. Alors je vous en prie, aidez-moi.

Témoignage 19

Mesdames messieurs, bonjour,

La citoyenneté c'est pour moi être au contact de chacun. Connaître son voisin d'en face. La citoyenneté, c'est dans la vie de tous les jours qu'il faut la faire. Tendre la main à ceux qui en ont besoin. C'est pourquoi j'ai fait 20 ans d'ambulance mais si aujourd'hui je ne peux plus faire mon métier, à cause des accidents de la vie, je me suis engagé dans le comité des locataires de mon quartier. Et en militant aux côtés d'ATD Quart-monde. Les institutions et les travailleurs sociaux ne sont pas toujours à l'écoute des gens. Les textes de loi ne sont pas toujours respectés. Par exemple pour le placement des enfants. La loi préconise de ne pas séparer une fratrie. Dans la réalité, un des critères qui fait que cette loi n'est pas respectée, c'est le manque de places et de moyens dont disposent les centres de placement.

Pour se sentir citoyen, c'est pouvoir apporter son expérience, sa parole, et être écouté. Pour être écouté, il faut être crédible. Et savoir de quoi on parle. Si dans un premier temps je me tais, c'est que j'apprends et cherche à comprendre. Aujourd'hui je peux prendre la parole, je peux expliquer ce qui est pour moi l'exclusion. Aujourd'hui je me libère par la parole de ma propre expérience.

Travailleur social ou bénévole d'ATD.

Il existe une petite cité totalement écartée du reste de la ville. Les personnes disent que pour être citoyen il faut d'abord être considéré et reconnu alors que dans cette cité là ils ne le sont pas. Leurs actes citoyen c'est aller réparer un conduit chez un voisin ou donner l'impulsion pour rénover un logement insalubre. Nettoyer devant chez eux parce que la balayeuse de la ville ne passe pas. Essayer de donner l'impulsion aux gens de se prendre en main et d'être citoyen. Elles disaient qu'elles n'étaient pas dans les comités de parents d'élève parce que c'était toujours les mêmes personnes et je pensais tout à l'heure à quelqu'un qui disait qu'il fallait que tout le monde puisse accéder aux lieux de tout le monde mais je pense que c'est complètement faux, c'est un leurre et c'est bien de se le dire pour changer les choses.

Ils habitent dans une cité où il faut communiquer, aller voir son voisin quand il y a un litige avant d'aller voir les flics. Il faut essayer de retrouver cette humanité là.

Témoignage 20

Je suis aidée par le CASP. Je voudrais poser quelques questions. Pourquoi ces questions nous sont-elles posées à la veille des élections ? (Applaudissements). Et pourquoi quand nous sollicitons les élus on ne nous reçoit pas ? Ce refus nous le percevons comme une agression morale. Elle est plus dure que l'agression physique.

A propos de Mr Sarkozy qui dit à propos de la France : « Aimez là ou quittez la ». Je réponds que nous sommes toutes des personnes intégrées, nous ne sommes pas des terroristes. Nous ne sommes pas des bandits. Nous sommes des personnes correctes, des citoyens à part entière. Nous on se considère comme des citoyens à part entière. Paradoxalement, nous on a peur d'être contrôlé et là c'est devant cette peur que tout compte fait on n'est pas des citoyens à part entière. Nous sommes fatigués d'être des éternels pris en charge. Nous demandons nos papiers et nous vous prouverons de quoi nous sommes capable. Arrêtez de nous garder en résidence surveillée car nous refusons d'être des éternels assistés.

Par ailleurs ayant fait nos études en langue française, je suis algérienne et l'Algérie était dans l'empire français pendant un siècle et demi. Nous maîtrisons la langue française. Nous nous sommes intégrés et nous avons des attaches affectives et culturelles très fortes avec la France. Nous démontrons notre désir de nous intégrer et menant une vie sociale très active avec en particulier les associations bénévoles afin de nous rendre utile. La citoyenneté est le respect des droits et des devoirs de la République. Nous sollicitons la régularisation de tous les sans-papiers car nous refusons d'être des éternels assistés. Nous demandons à bannir l'exclusion, la prise en charge totale des exclus et un peu plus d'égards envers ces derniers. Nous sollicitons également le respect de notre dignité, ainsi que le respect des lois fondamentales des droits de l'homme à savoir le travail, la santé et le logement.

Pour la santé vous savez que nous rencontrons beaucoup de problème en matière de CMU et d'aide médicale d'Etat. On nous refuse de servir même en ayant la CMU ou l'AME. Les praticiens et les pharmaciens, quand on leur présente ces documents, ils ne les prennent pas en considération.

Et je voudrais dire que nous aimons la France. Nous avons tous une histoire et nous sommes fiers d'être là malgré tous les problèmes que nous rencontrons. Parce que nous sommes algériens mais la France a toujours été dans notre cœur. Nous la respectons et nous demandons un peu de respect de la part des politiques.

Emmanuel Hirsch

J'espère que Marie Thérèse Hermance va demander au Président du Sénat de faire une grande rencontre comme cela parce que c'est un vrai discours politique extrêmement fort.

Marie Thérèse Hermance

Je voudrais dire à madame que nous aimons...nous comprenons que vous aimiez la France mais certains aiment aussi beaucoup l'Algérie madame. Et aimeraient aussi y aller quelquefois. Merci.

Témoignage 21

Je suis madame Colette Tassin du CASP. Je ne me sens pas respectée...(EH lit le texte de la dame qui a du mal à lire). Je suis en France depuis 10 ans pour maladie. Je n'étais pas venue pour rester mais pour me soigner. Pendant 8 ans on m'a dit que je ne pouvais pas rentrer chez moi car là-bas vous ne pourrez pas vous soigner. Aujourd'hui, on ne veut plus me donner de papier et on me dit le contraire. Rentrez chez vous. On nous fait tourner comme des chèvres. Je ne me sens pas respectée. On me fait tourner comme une folle. On m'a dit que j'étais recherchée par la police. J'ai demandé si j'avais volé. Cette dame qui s'occupe des étrangers a été chercher les policiers me bousculer. Elle a déchiré mon dernier titre de séjour. J'ai passé toute la journée là-bas à pleurer. J'ai été convoquée à la préfecture de Créteil. A Créteil, on me refuse le permis de séjour. Donc je ne me sens pas respectée.

Témoignage 22

Je voudrais vous demander. Est-ce qu'il y a un élu de l'UMP ici ? Je voudrais vous répondre. Ne vous inquiétez pas on n'est pas là pour prendre votre siège de député. Je voulais peut-être dire comité ou collectif mais on a dit syndicat voilà.

J'ai des copains qui ont voulu venir mais ils n'ont pas pu parce qu'ils ont encore les bagages. Je fais partie de l'association Mains libres et si on avait eu le local, ils auraient été là.

Mais il y a aussi une personne de l'association qui nous met des bâtons dans les roues. Il y a les élus qui sont d'accord. Mais cette personne veut donner le local à la maison des associations.

Vous nous avez invité madame Stambouli pour aller voir le spectacle mais vous savez qu'il est payant ! Est-ce que vous croyez qu'un SDF va payer 10 euros ? Non ! Et beaucoup de SDF aimeraient voir le spectacle. Vous auriez pu envoyer aux associations des invitations gratuites. On est une dizaine.

Et il faut nous aider pour Mains libres. Parce que vous croyez qu'un SDF avec son sac à dos il va trouver un studio ? Ou chercher un boulot ?

Témoignage 23

Bonjour, moi je vais parler du handicap des personnes SDF. J'appelle ça la corvée de pluche. Je ne vais pas m'en prendre aux hôpitaux de Paris ou à personne mais il y a un problème. Les personnes se font hospitaliser. Il y a des personnes qui ont des cannes, des fauteuils roulants. Et finalement l'assistante sociale qui travaille dans les hôpitaux ne trouve pas de solution pour la personne qui est sortante.

Elle se retrouve en Centre d'hébergement d'urgence. Il n'y a pas de suivi pour les personnes handicapées. Que ce soit les personnes handicapées physiques ou mentales. Combien y a-t-il de personnes qui sont handicapées mentales dans les rues ? Le suivi est très aléatoire. Ils vont au dispensaire de quartier ou en urgence. Les CHU n'ont pas de douches équipées pour recevoir des handicapés physiques, style fauteuil roulant. Où elle couche ? Dans le hall de l'accueil. Je connais un handicapé qui était en cancer terminal. L'assistante sociale l'a envoyé dans une structure d'urgence. J'ai vu la mort en direct deux fois. Il y a beaucoup de gens qui sont malades dans les CHU. Je sais qu'il y a maintenant des unités médicalisées mais ça ne va pas pour les cas très lourds. Il faudrait que ces personnes dorment dans des centres adaptés. Il faut une meilleure coordination parce que sinon la personne n'ira pas se faire soigner si elle doit se débrouiller pour aller du CHU à l'hôpital et inversement. Merci.

Témoignage 24

Georges Marion, de l'association Marianne. Donc, elle a été créée suite à l'occupation d'un centre qui a duré 108 jours. Les SDF de ce centre ont décidé de créer un collectif et de travailler sur leurs demandes, leurs situations. Nous trouvons chez les gens de la rue, moi j'ai connu la rue pendant des années, j'étais entièrement cassé parce que c'est le terme que l'on emploie dans des situations comme ça et petit à petit j'ai fait un parcours de combattant assez pénible et j'ai du me bagarrer avec les administrations, avec les élus même de la ville de Paris – je ne citerais pas les noms pour me retrouver actuellement en cours de rétablissement et de ne plus avoir cette étiquette de SDF derrière mon dos.

Nous considérons que l'hébergement d'urgence ne doit pas exister. Parce que ce n'est pas en traitant l'urgence qu'on va sortir une personne de ses difficultés. C'est pas en lui accordant 8 jours le droit de coucher dans un CHU qu'on va pouvoir faire un suivi correct. Et jours après se retrouver dans un autre centre et ainsi de suite.

Par contre ce qui est très intéressant, c'est pour une fois donner la parole aux SDF. Parce que dans les CHU, à partir du moment où vous avez de quoi manger et un lit vous avez le droit de la fermer. Voilà ; ça aussi je tiens à la dire.

L'association Marianne a pour but le retour à la citoyenneté, à la dignité et aux droits. Nous sommes prêt à créer un collectif avec toutes les associations qui voudront bien y participer. Nous avons prévu le samedi 9 décembre à la Sorbonne un débat entre les associations pour faire avancer...c'est une période préélectorale pour faire bouger les politiques. Après on pourra parler des projets.

Emmanuel Hirsch.

Je donne la parole au dernier intervenant. Bernard Sarazin.

Le groupe qui a préparé ce débat a progressivement eu l'idée de continuer. De ne pas en rester à une idée. Ici, il y a un échange mais les paroles se juxtaposent un peu. Il y a des paroles fortes mais il n'y a pas un véritable travail. Donc on

souhaiterait –ce n'est pas joué d'avance- que s'instaure un dialogue et des échanges entre les précaires de toutes sortes, on a vu la diversité ce matin, et les politiques pour lister les questions concrètes du citoyen. Ici c'est une demi citoyenneté. Il faut dans un groupe de travail aboutir à des propositions ou des revendications. Cette initiative va dans le sens. Celle d'un syndicat va aussi dans le même sens.

Emmanuel Hirsch.

Mylène Stambouli, vous allez conclure...

Témoignage 25.

Simplement je voudrais dire. On est au RMI. On trouve un travail. Quel type de travail on trouve, quel type de rémunération ? On se retrouve au SMIG. On devient imposable, on recommence à tout payer et on se retrouve dans la situation encore pire que celle précédente du RMI. Il faut tenir compte de ça parce que les gens qui s'en sortent après on ne leur donne plus les conditions pour s'en sortir, pour se réinsérer.

Mylène Stambouli

Je voudrais dire que cette journée a été organisée par ATD et des différentes associations qui sont intervenues ce matin. Donc ce thème exclusion et citoyenneté a été choisi par ce comité de préparation et pas par les élus. Et ce principe du dialogue qui a fonctionné ce matin entre des élus, sénateurs, députés, élus de Paris, a permis de démarrer quelque chose. Parce que l'idée c'était ne pas entamer ce dialogue sans qu'il n'y ait pas une suite.

Il y a une suite dans quelques semaines qui est proposée par l'association Marianne qui est soutenue par des associations. Il va falloir conserver ces témoignages, ça c'est très important.

Deuxième chose importante, il y a des adresses qui ont été laissées. Les élus qui sont présents doivent rester aussi en lien avec des personnes qui sont intervenues ce matin, qui ont fait l'effort de préparer un texte, de le lire en public, d'affronter ce que ça signifie pour elles. C'est un énorme effort. Je veux vraiment les en remercier. De parler de leurs espoirs et de leurs difficultés.

Notre espoir, c'est que les élus continuent ce lien. Je reconnais avec le CASP les personnes que j'ai vu à Maison blanche. Et que chacun dans sa responsabilité, que l'on voit aussi ce que l'on peut faire.

Ce thème je crois a été largement traité. Je crois que ce RV du 9 décembre à la Sorbonne m'apparaît intéressant du point de vue de faire le point pour savoir où on en est et quelle proposition après peuvent être dégagées en terme de demandes politiques aux différents candidats. C'est important de faire valoir...ceux qui pensent que la priorité c'est la lutte contre la pauvreté et ceux qui éventuellement font d'autres choix.

Gisèle Stievenard

Une phrase simplement même si c'est frustrant parce que on aurait envie de réagir à ce qu'on a entendu là. Bertrand Delanoë a l'habitude de nous dire d'entendre ce qui dérange et de ne pas hésiter à être bousculé dans nos certitudes. De ce point de vue là, je voulais vous dire que cette matinée est particulièrement réussie. Merci à vous.

Emmanuel Hirsch

Je voulais vous dire que vous aviez dit des choses très importantes et j'espère que Mariane va poursuivre le travail. Que les associations se retrouvent avec une vraie réflexion et des propositions.